

ÉCOLE DE GUERRE



PROMOTION GENERAL GALOIS

2016-2017

MENACES AQMI AU SAHEL : QUELLES CONSEQUENCES POUR LE NIGER ?

LCL Amirou ABDOULKADER

(NIGER)

Sous la direction du

LCL Olivier ENTRAYGUES

RESUME

La crise libyenne ayant favorisé l'installation des groupes terroristes au Mali a accéléré la dégradation de la situation sécuritaire de la région sahélo-saharienne. Le Niger tout comme les autres pays de la sous-région, mal préparé face à la menace a du rapidement prendre des dispositions en interne pour éviter un effet de contagion. Une synergie des efforts des pays de la bande sahélienne était devenue indispensable par la mise en place de structures dédiées à la lutte anti-terroriste. Le manque de moyens, parfois de coordination et de réaction face aux dangers a conduit des puissances étrangères à réagir pour éviter la prolifération du fléau au delà des frontières de la zone du sahel. Le Niger voulant repousser la menace loin de ses frontières s'était engagé aux coté des troupes Françaises pour la reconquête du Mali et assurait le contrôle des villes libérées le long de sa frontière. Au-delà de la coopération régionale et de son appartenance aux différentes structures de résolution des conflits existantes, le Niger est désormais devenu une sorte de tête de pont pour les puissances étrangères à partir de laquelle ces dernières lancent différentes opérations contre les groupes terroristes au Mali et en Libye tout en soutenant l'effort des forces de défense et de sécurité du Niger. Cette présence suscite des critiques de la part de certains acteurs internationaux et de la société civile nigérienne qui la considère comme une recolonisation du pays et une main mise sur les ressources avec les menaces de la chine de plus en plus grandissantes dans la zone. Une réorganisation du système de défense s'avère dès lors indispensable pour calquer les forces de défense et de sécurité à la taille de la menace pour assurer un climat favorable au développement socio-économique du pays.

SUMMARY

The Libyan crisis which has led to the installation of terrorist groups in Mali has changed the security situation in the Sahel-Saharan region. The Niger as the other countries of the sub region, unprepared to face the threat had rapidly taken internal measures to prevent contagion. A synergy of efforts of the Sahel countries had become essential for the establishment of structures dedicated to the fight against terrorism. The lack of resources, sometimes coordination and good response to hazards has led foreign powers react to prevent the proliferation of the scourge beyond the boundaries of the zone. Niger, by wanting to repel the threat away from its borders had committed beside of French troops for reconquering the territory of Mali and taking control of towns liberated along its border. Beyond regional cooperation and membership to different conflict resolution structures, Niger has now become

a kind of bridgehead for foreign powers from which they launch various operations against terrorist groups in Mali and Libya, including also support for Niger defense and security forces. This presence arouses criticism from some international and Niger civil society actors considering it as a pretext for a recolonization of the country and hold on resources with threats of China that is increasingly present in the area.

SOMMAIRE	page
INTRODUCTION GENERALE.....	04
PREMIERE PARTIE : AL-QAÏDA AU MAGHREB ISLAMIQUE : UNE MENACE DE PLUS POUR LE NIGER.....	15
CHAPITRE I DEFIS SECURITAIRES AU NIGER	16
SECTION I : MENACES INTERNES.....	17
SECTION II : CONSEQUENCES DES CRISES MALIENNE ET LIBYENNE.....	17
SECTION III: REPONSES NATIONALES FACE A LA MENACE.....	19
DEUXIEME PARTIE : STRATEGIES DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME.....	20
CHAPITRE I : MUTUALISER LES EFFORTS ET/OU S’AFFIRMER.....	20
SECTION I : LIMITES DE LA COOPERATION SOUS-REGIONALE.....	21
SECTION II: IMPLANTATION DES BASES ETRANGERES.....	22
SECTION III: ACTIONS INTEGREES POUR LE DEVELOPPEMENT.....	25
CONCLUSION GENERALE.....	27

INTRODUCTION

Avec les attentats du 11 septembre 2011, le monde découvre et mesure avec stupéfaction la portée de la menace du groupe terroriste Al-Qaïda. En déjouant les services de renseignement pour porter le chaos au cœur de la plus grande puissance mondiale, cette organisation montre à quel point elle dispose de capacités de projection de la nuisance. En Afrique, la notion du terrorisme plus ou moins passif est connue des états du sahel, voisins de l'Algérie ou sévissait le Groupe Islamique Armé depuis les années mille neuf cent quatre-vingt-dix qui a par la suite donné naissance à Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI). La menace AQMI est venue s'ajouter aux autres défis sécuritaires et à la complexité du milieu sahélien. La crise libyenne ayant favorisé et réconforté l'installation des groupes terroristes au Mali a accéléré la dégradation de la situation précaire de la région sahélo-saharienne, la transformant en une région de très grande insécurité. Al-Qaïda au Maghreb Islamique ne se limite plus à des incursions sporadiques dans les pays du sahel mais cherche désormais à s'offrir un terrain de rayonnement plus élargi. Aujourd'hui, même si le mouvement tend à s'affaiblir pour cause de divisions internes, AQMI reste le dominateur commun à toutes les menaces terroristes actuelles et celui qui fait parler le plus de lui dans l'espace sahélo-saharien. Les inquiétudes d'embrasement du Sahel manifestées par les autorités des pays de la zone avec la chute de Kadhafi se sont avérées très vite confirmées. Le Mali était le pays qui a le plus été affecté par la crise Libyenne, ce qui a nécessité une intervention extérieure pour arrêter l'avancée des terroristes vers Bamako. Le désert, peu peuplé est devenu le terrain de prédilection de ces groupes car leur offrant une très grande manœuvrabilité et une discrétion dans les opérations. *« L'intervention militaire française au Mali depuis le 11 janvier 2013 manifestait cette volonté légitime d'arrêter l'expansion du terrorisme et de voir des mouvements se réclamant de l'Islam radical prendre le contrôle du nord du Mali et au delà la bande sahélo-saharienne. Cette opération a permis de libérer le nord du Mali occupé par les groupes islamistes d'Ansar Eddine, d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique et du Mouvement pour l'Unité et le Djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) »*¹. Le Niger, faisant partie de l'espace Sahélien, voisin de la Libye et du Mali, avec le désert du Sahara recouvrant une grande partie de son territoire, ne pouvait que s'inquiéter car subissant d'une façon ou d'une autre les effets de ces

¹ GAZIKO (Mamoudou), article Science Po « Le Niger dans la crise malienne » <http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/dossiersduceri/le-niger-dans-la-crise-malienne;>

groupes terroristes dispersés dans toute la zone sahélienne. Les menaces d'AQMI restent toujours imprévisibles et ont véritablement affecté l'image du Niger sur le plan international qui est pointé du doigt comme prochain pays à passer sous contrôle d'AQMI. Cette situation a obligé le Niger à adopter une nouvelle posture en prenant des mesures internes et en recomposant ses alliances avec des pays voisins et certaines puissances alliées pour rapidement éradiquer le fléau. Malgré les différents dispositifs mis en place tant nationaux que multinationaux, les actions des groupes perdurent classant le Niger parmi les pays à risque pour certains expatriés, surtout occidentaux. Pourtant, le ressenti ou l'action de ces groupes est diversement apprécié dans le pays entre la partie sud moins impactée avec une population qui pratique un islam plus modéré et la partie Nord où règne une psychose des actions terroristes même si certains observateurs considèrent l'insécurité amplifiée pour justifier une présence étrangère, donc un projet de recolonisation qui ne dit pas son nom.

II – Justification du choix du Sujet

L'analyse de la question révèle un certain nombre d'intérêts justifiant la nécessité de la présente recherche. Comment le Niger, avec des ressources limitées, qui venait de sortir d'une rébellion touareg dans sa partie nord frontalière de la Libye a su garder une relative stabilité malgré la menace AQMI accentuée par la chute de Kadhafi et par où une grande partie de l'armement Libyen a transité à destination du Mali ? Aussi, quels enjeux représente le Niger pour les puissances étrangères à vouloir s'y implanter dans le cadre de la lutte anti-terroriste ? Enfin, le cas du Mali comme point de rupture permettant une prise de conscience par des pays comme le Niger des menaces (AQMI ou autre groupe), pouvoir y faire face efficacement et éviter d'être un potentiel maillon faible.

1) Intérêt économique

L'intérêt économique de l'étude est de ressortir les réajustements sur les prévisions budgétaires imposés par la menace pour y faire face. L'analyse fera ressortir qu'en plus des pertes en vie humaines, le pays, a payé et continue de payer cher de cette insécurité par des prélèvements sur les autres secteurs pour soutenir l'effort de guerre sans oublier le manque à gagner sur le plan touristique. Enfin, l'étude démontrera comment la menace terroriste peut constituer un frein au développement socio-économique d'un pays.

2) Intérêt Politique

Il s'agira d'étudier les stratégies de contre-terrorisme adoptées par les acteurs confrontés à la menace AQMI. L'intérêt de cette analyse est de montrer comment sous la menace AQMI, les pays du sahel étaient obligés de multiplier les rencontres en vue de conjuguer leurs efforts et de mettre en place des stratégies communes. Toutefois, des limites existent car malgré la détermination des pays du sahel à en découdre avec le fléau, ceux-ci n'ont pas pu totalement l'éradiquer. La situation au Nord du Mali a fait ressortir l'extrême nécessité d'harmoniser et de renforcer les politiques de lutte contre le terrorisme au Sahel. Aussi, malgré les mesures déjà prises, de nouvelles stratégies de lutte contre AQMI s'avèrent indispensables pour faire face au phénomène.

3) Intérêt stratégique

Les puissances étrangères amorcent un retour en Afrique et principalement au Niger où les grandes puissances se côtoient pour un positionnement centré autour de la lutte anti-terroriste. « *Trois détachements de forces étrangères sont déjà présents (France, États-Unis, Allemagne)* »², et des missions ponctuelles de courtes ou moyennes durées (Algérie, Canada, Belgique..) sont fréquentes. Pour quels objectifs et quels efficacités surtout que chacun de ses pays a son propre agenda avec ses procédures et ses chaînes de commandement ? Cette étude se donne pour ambition de comprendre les interactions entre les différents acteurs. En plus de ces puissances étrangères et d'AQMI, d'autres facteurs sont à prendre en considération dont entre autres les anciens groupes rebelles Touaregs, les autres groupes terroristes actifs dans la région et les groupes criminels organisés dans la vente d'armes, de trafics de drogue et de traite humaine (flux migratoires). Les actions de ces groupes peuvent être des facteurs aggravants pour la sécurité du Sahel.

4) Intérêt social

Jadis ilot de paix, l'histoire de la bande sahélienne se contait à travers les mystères de son désert et du danger qu'il représente pour les non-initiés. Aujourd'hui la beauté de la bande Sahélo-saharienne est ternie par les actions terroristes qui se traduisent par des enlèvements de

² GEORGES (Berghezan), « Militaires occidentaux au Niger : Présence contestée, utilité à démontrer », Note d'analyse, article nigerdiaspora.net du 07 novembre 2016, 14 :43 ; <http://nigerdiaspora.net/les-infos-du-pays/politique-niger/politique-niger/item/75785-note-d-analyse-militaires-occidentaux-au-niger-pre-sence-conteste-e-utilite-a-de-montrer>;

touristes qui rendent la zone peu fréquentable. L'analyse essayera de ressortir les éventuelles perspectives qui s'offrent à la zone pour la relance des secteurs meurtris et assurer de meilleures conditions de vie aux populations. La question des flux migratoires et des réfugiés venus du Mali voisin sont des défis à relever. Cette étude servira surtout enfin de fondement à la consolidation de la paix au Niger en faisant un état des dispositions à prendre pour redynamiser la région et poser les conditions d'un développement économique durable pour amener la population de la zone à ne pas céder à la tentation des groupes terroristes et des passeurs. Une prospérité de la zone privera les groupes terroristes d'adeptes et lui évitera d'être leur sanctuaire.

III - Construction de la problématique

La définition des termes et l'analyse de quelques points de vue des auteurs sur la question du terrorisme au sahel et de ses conséquences pour le Niger nous conduiront à la question de recherche.

III. 1 - Cadre thématique

Le sujet s'articule autour de la menace terroriste d'AQMI et de ces conséquences pour le Niger. Le thème central l'analyse s'articule autour du danger que représente AQMI, de la conjugaison des efforts entre les pays de la bande Sahélo-saharienne ainsi que des alliances avec d'autres puissances étrangères. Une clarification de certaines notions s'avère indispensable pour faciliter la compréhension du travail.

a) L'organisation AQMI

AQMI est l'abréviation usuelle pour : « *Al-Qaïda au Maghreb Islamique* ». « *Cette organisation est issue du Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC) qui a fait allégeance au réseau international d'Oussama ben Laden en décembre 2006 en prenant le nom d'AQMI* »³. Le GSPC est né en Algérie après plusieurs métamorphoses dans le contexte de terrorisme (1992-2000) qui a fait des milliers de morts après l'annulation des élections législatives remportées par le Front Islamique du Salut (FIS) et était réputé être extrêmement violent. Le groupe est surtout réputé à sa création pour les prises d'otages qu'il libère moyennant de fortes rançons. La nomination, en mars 2009 de Yahia Djaoudi considéré

³ <https://www.institut-jacquescartier.fr/2010/12/genese-et-caracteristiques-daqmi-al-qaida-au-maghreb-islamique/>;

comme le principal stratège d'AQMI depuis septembre 2006 émir des *katibas* sahéliennes, marquerait un tournant décisif des futures opérations. « *Al Qaida a fait évoluer la fonction dévolue à l'espace saharo-sahélien en lui faisant dépasser son rôle jusque là de refuge et de zone de banditisme destiné à financer AQMI. Il deviendra par la suite une forteresse de la "guerre sainte", vouée à accueillir, à regrouper et à entraîner les djihadistes du Maghreb et des pays subsahariens limitrophes* »⁴. Cette situation aurait permis de « *créer ce qui aurait été l'un des objectifs de Ben Laden dès 2001 : un "nouvel Afghanistan" aux portes de l'Europe, une "base" à partir de laquelle préparer l'assaut contre le littoral maghrébin et... le sud de l'Europe* »⁵.

b) Le contexte Nigérien



Le Niger est un pays de l'Afrique de l'ouest limité au Nord par l'Algérie et la Libye, à l'Est par le Tchad, au Sud par le Nigeria et le Benin et à l'Ouest par le Mali et le Burkina Faso. Son contexte socio-économique se caractérise par un fort taux de croissance démographique (3.9% par an entre 2001 et 2012) et une population estimée à 17 millions d'habitants en 2012, contre 11 millions en 2001, ce qui représente d'autres défis

à relever par le pays et auxquels il doit apporter des réponses appropriées pour prétendre s'inscrire dans un processus durable de développement. En 2013, le Niger occupait la dernière place du classement IDH du PNUD, ce qui constitue des enjeux en plus relatifs aux secteurs sociaux (éducation et santé). Le pays fait face de façon récurrente à des inondations, des sécheresses, des crises acridiennes entre autres, qui affectent la sécurité alimentaire d'une population fortement dépendante de l'agriculture. Il est à noter aussi la faiblesse du secteur privé et des échanges qui constitue un frein au développement et dont les causes sont

⁴ Patrice GOURDIN, Al Qaida au Sahara et au Sahel. Contribution à la compréhension d'une menace complexe, le 11 mars 2012 (*Manuscrit clos le 25 février 2012*) Copyright Mars 2012-Gourdin/Diploweb.com ;

⁵ *Ibid* ;

multiples et diverses : insécurité, enclavement, la dépendance énergétique du pays, notamment vis-à-vis de l'électricité nigérienne. L'insécurité a fortement affecté le secteur économique ces dernières années, entraînant une grande fluctuation de croissance de l'économie. « *La croissance économique du Niger a connu une décélération en 2015 pour s'établir à 3.6 % contre 7.0 % en 2014, sous l'effet des aléas climatiques et de la baisse continue du cours de l'uranium et du pétrole; la croissance repartirait toutefois en 2016 et 2017, avec des estimations de respectivement 5.0 % et 5.5 %* »⁶. Le secteur minier a été touché en raison de l'insécurité régionale dont les crises malienne et libyenne, l'attaque par AQMI de la mine d'uranium SOMAIR à Arlit et les prises d'otages d'expatriés. Depuis avril 2011, le Niger s'est fortement impliqué dans la lutte contre le terrorisme au Sahel de façon à maintenir la stabilité dans les pays de la région. Ainsi, « *les tensions régionales en 2013 ont conduit le Niger à ajuster ses affectations budgétaires en faveur de dépenses sécuritaires, tout en maintenant son déficit budgétaire à environ 3% du PIB* »⁷. Un Programme de Développement Economique et Social (PDES) consacrant une place importante à la stratégie de développement et de sécurité, a été adopté en octobre 2011 conformément à la stratégie Sahel de l'Union européenne.

III- État de la question

Depuis les années 2000, les terroristes du GSPC avant de devenir AQMI montraient les signes de leur présence au Niger. Leurs actions se limitaient à quelques accrochages avec les forces de défense et de sécurité du Niger qui leur empêchaient de se servir du pays comme base arrière de repli d'Algérie, avoir une zone de passage pour les trafics ou un terrain propice à des enlèvements de touristes. Depuis la crise Libyenne, la situation a radicalement changé car la dislocation de la Libye a donné suffisamment de ressources matérielles et humaines aux terroristes les amenant à prétendre s'offrir le contrôle d'un espace au Sahel. Face à ces changements brusques, on peut se demander pourquoi le Niger qui partage une frontière avec la Libye, espace de passage d'une partie de l'armement Libyen vers le Mali, ayant enregistré un retour massif de ses anciens rebelles partis combattre aux côtés de Kadhafi n'a pas été aussi durablement touché que le Mali par l'action d'AQMI ? Quelles actions d'AQMI aux

⁶ Perspectives économique du Niger. Groupe Banque Africaine de Développement. <http://www.afdb.org/fr/countries/west-africa/niger/niger-economic-outlook/>;

⁷ AFD, Présentation générale du Niger : <http://www.afd.fr/home/pays/afrique/geo-afr/portail-niger/presentation-generale-du-niger>;

Niger ? Quelles sont les mesures prises pour éviter la contagion et la propagation vers le Niger ? Comment sortir de cette situation d'état exposé à la tentation de n'importe quel groupe de bandits armés ?

Pour Mehdi TAJE, spécialiste des méthodologies de la prospective, l'implantation d'AQMI dans l'espace Sahélo-saharien s'explique par la combinaison de plusieurs facteurs. D'abord les facteurs historiques issus de la colonisation qui ont engendré des rivalités et des haines entre les populations blanches du Nord et noirs du Sud. A ces facteurs se juxtaposent de nouveaux facteurs déstabilisateurs que sont l'insuffisance voir l'absence d'un service minimum de l'état dans les parties nord (désertiques) des pays, les conditions climatiques, la précarité économique et sociale dans laquelle vivent les populations et qui les exposent à la tentation du terrorisme.

Pour Mamoudou GAZIBO, « *le Niger était épargné des attaques terroristes en raison d'une politique de fermeté adoptée par le pays face à ces groupes que le président Nigérien qualifie de bandits et narcotrafiquants et de la gestion de la question touarègue différente de celle du Mali* »⁸. Le Niger, malgré les moyens limités a su assumer ses attributs dans toutes les régions du pays et gérer les crises internes dont les deux rebellions touarègues de 1991 et 2007. Selon lui toutefois, l'intervention du Niger au Mali aux cotés des troupes Françaises avec l'envoi de cinq cent soldats dans le cadre de l'opération Serval a poussé les terroristes à déterrer la hache de guerre. Le Niger est véritablement entré dans l'œil du cyclone terroriste avec les attentats perpétrés le 23 mai 2013 à Arlit et à Agadez, deux villes du nord du pays et revendiqués tour à tour par AQMI, le Mouvement pour l'Unité du Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et le bataillon des Signataires par le sang de l'Algérien Mokhtar Belmokhtar.

Pour Jean-Pierre FILIU, « *l'échec de l'attentat d'AQMI contre l'ambassade de France en Mauritanie, en août 2009, a poussé les groupes terroristes actifs dans la Sahara à changer de mode d'action en intensifiant les prises d'otages occidentaux* »⁹. La chute du guide libyen a dégradé la situation sécuritaire dans le Sahel et selon Gregor MATHIAS, « *l'élimination de KADHAFI est une erreur de la diplomatie du président SARKOZY ayant conduit à la*

⁸ GAZIKO (Mamoudou), article Science Po « Le Niger dans la crise malienne » <http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/dossiersduceri/le-niger-dans-la-crise-malienne>;

⁹ Jean-Pierre (FILIU), La véritable histoire d'Al-Qaida, préface inédite, édition pluriel, p.364, p.2 ;

Somalisation de la Libye car désormais divisée en plusieurs factions rebelles et l'intensification du trafic d'armement vers le Mali qui a conduit à sa déstabilisation »¹⁰.

Pour Mehdi TAJE, le Comité d'état-major opérationnel conjoint créé en avril 2010 par les pays du champ dans le cadre de la lutte contre le terrorisme a montré ses limites face à la menace et aussi par la persistance de démarches désarticulées et de la division des riverains de l'océan du sable alors que l'ennemi oblige à des actions concertées. Mehdi TAJE met cependant l'accent sur d'autres facteurs majeurs éclipsés par la focalisation des médias sur le terrorisme à savoir la convoitise des ressources du sous-sol de l'arc sahélien et les futurs projets de désenclavement des ressources énergétiques. Le fait que l'insécurité soit surmédiatisée et reflétée par une série d'enlèvements d'occidentaux et la montée en puissance du trafic de drogue faisant croire à un *no man's land* sahélien doit être *«analysé avec prudence et remis en perspective par rapport aux stratégies des puissances étrangères . Dans ces conditions, il semble opportun de relativiser l'importance d'AQMI et son impact réel, car il se pourrait que cette insécurité soit l'arbre qui cache la forêt, une insécurité amplifiée voilant les véritables enjeux et menaces»¹¹.*

La présente étude se situe dans la perspective d'analyser l'impact des nouveaux dispositifs de lutte mis en place au Niger face au développement de la situation sécuritaire. La menace d'AQMI sur le Niger a pris d'autres formes et le pays subit régulièrement des incursions de ces groupes en provenance du nord Mali. A quand la stabilisation car la situation semble plus complexe qu'il convient de la traiter avec la plus grande prudence ? Derrière les activités criminelles et d'enlèvement de touristes peut se cacher des manipulations où toutes les combinaisons sont possibles. *« Il convient toutefois de reconnaître la poussée de l'islam radical mais de ne pas céder à l'émotionnel car elles ont jalonné au cours des siècles, l'histoire de la bande sahélienne »¹².*

¹⁰ GREGOR (Mathias), La guerre française contre le terrorisme islamique, de l'opération Serval aux attentats de Paris et Bruxelles, 2^e édition revue et augmentée, Bernard Giovanangeli Editeur, 2015, p.222, p.23-27 ;

¹¹ MEHDI (Taje), L'instabilité du Sahel menace la Sécurité du Maghreb, <http://www.leaders.com.tn/article/9066-mehdi-taje-l-instabilite-du-sahel-menace-la-securite-du-maghreb>

¹² *ibid*

IV - Question de recherche

La menace AQMI est devenue ces dernières années l'une des plus préoccupantes ayant conduit à des collectifs budgétaires et une importante mobilisation des Forces de Défense et de Sécurité pour éviter au pays de tomber sous le contrôle des groupes terroristes. Derrière les activités de ces groupes, pourraient se cacher toutes sortes de trafic et des positionnements géostratégiques, en témoignent les créations de bases étrangères au Niger à partir desquelles seront conduites les actions contre les terroristes de la région. La conjugaison des efforts entre pays de la région et l'implication de certaines de ces puissances étrangères se sont avérées indispensables pour freiner et dissuader l'élan expansionniste des terroristes. Aujourd'hui, AQMI, malgré ses divisions internes reste encore une menace très active au Niger à laquelle des réponses particulières doivent être pensées. Cette menace du groupe AQMI et de ses démembrements constitue un réel danger pour le Niger qui se doit d'adapter son dispositif de défense en conséquence.

La question centrale qui se dégage est celle de savoir quelles seront les réponses adaptées face à Al-Qaïda au Maghreb Islamique dans un but de lui interdire toute action sur le territoire Nigérien afin de créer un cadre plus propice à la relance du développement socio-économique du pays ?

V - Hypothèse de recherche

La démarche adoptée vise à faire ressortir les dangers que représente AQMI pour le Niger et d'analyser les différents moyens mis en œuvre pour l'éradiquer dans la perspective de créer des conditions propices à la relance du développement. Ce constat conduit à articuler cette recherche autour d'une hypothèse principale qui se subdivise en hypothèses secondaires.

1) Hypothèse principale

Le Niger fait face aux attaques d'AQMI et des autres groupes dissidents qui risquent de mettre en péril tout projet de développement s'il n'apporte pas les réponses appropriées. Cette menace d'AQMI est réelle et s'inscrit dans un contexte géopolitique et géostratégique où le jeu de certains acteurs n'est pas clairement défini. L'objectif du Niger est de se débarrasser au plus tôt de cette menace et des autres trafics illégaux pour asseoir les bases d'un

développement durable. Cette préoccupation s'analysera à travers deux hypothèses secondaires.

2) Hypothèses secondaires

Première hypothèse secondaire : Al-Qaïda au Maghreb Islamique est un groupe terroriste qui menace la paix et l'intégrité du Niger.

Deuxième hypothèse secondaire : L'impact de cette menace sera moindre s'il existe une synergie de lutte à défaut d'une capacité pour le Niger à faire face seul à la menace.

VI. Méthodologie de recherche et techniques de collecte de données

Les méthodes d'analyse utilisées ci-dessous nous permettent de mieux cerner les contours des hypothèses pour essayer d'amener des réponses adéquates.

VI.1 - Les méthodes d'analyse

Tout travail scientifique impose de suivre une démarche permettant d'aboutir à une justification du choix des hypothèses et de tirer des conclusions qui en découlent. Les méthodes d'analyse choisies pour rentabiliser les données collectées dans la conduite de notre étude, sont : l'état des lieux et la prospective.

a) L'état des lieux

Dans l'analyse entrant dans le cadre de cette étude, nous ferons un état des lieux qui implique dans une certaine mesure de dresser une genèse de cette menace au Niger et de ses conséquences dans les différents secteurs socio-économiques. L'exploitation des faits sur le terrain, surtout militaires, permet de mesurer l'implantation d'AQMI au Niger, la perception du terrorisme par la population locale et les risques auxquels le Niger est exposé. L'état des lieux permettra aussi de comprendre les dispositions prises face à la menace et les différentes alliances conclues par le Niger avec les forces étrangères.

b) La prospective

L'analyse prospective « *raisonne en termes de probabilités, pour élaborer des scénarios qui oscillent entre la prolongation des tendances connus et l'imagination des ruptures* »

concevables»¹³. Dans cette approche, il sera étudié l'ampleur de la menace AQMI comparée au tapage médiatique fait autour du terrorisme et de déterminer les faiblesses du Niger qui lui empêchent de la juguler. Cette analyse permettra aussi de ressortir les choix à faire par le pays pour assurer sa sécurité. Elle mettra en évidence les marges de manœuvre dont dispose le pays dans un contexte géostratégique complexe dominé par les intérêts parfois masqués que défendent les différentes parties en présence. Enfin elle présentera un certain nombre de textes de lois et de mesures à prendre pour décourager les éventuels candidats désireux de rejoindre les mouvements terroristes.

VI.2 - Les techniques d'investigations

Pour essayer d'apporter une réponse à la question de recherche et vérifier la conformité des hypothèses avancées par rapport aux récentes évolutions de la situation sécuritaire, nous allons faire recours principalement à la recherche documentaire.

a) La recherche documentaire

La recherche documentaire a consisté à effectuer des études en vue de s'inspirer des résultats obtenus sur le sujet, de connaître les différentes hypothèses proposées et les débats qui s'articulent autour du thème. Le terrorisme étant aujourd'hui au-devant de l'actualité, plusieurs experts se sont penchés sur la question ce qui rend disponible la documentation. Toutefois, l'accès à la documentation classée secrète relative à certains accords de coopération en matière de lutte contre le terrorisme est impossible.

VII - Structure de la recherche

L'avènement de la démocratie au Niger dans les années mil neuf cent quatre-vingt-dix a redonné une nouvelle orientation à l'emploi des forces de défense et de sécurité qui désormais regagnent les casernes après plusieurs années de règne militaire. Les différents « *accords entre les états et protocoles de la Communauté Économique Des États de l'Afrique de l'Ouest*

¹³HERVE (Couteau-Bégarie), Bréviaire Stratégie, édition du Rocher, p.134, p.59

(CEDEAO) »¹⁴ qui encouragent ces derniers à recourir aux moyens pacifiques pour le règlement de tout conflit et la culture démocratique réticente à des investissements conséquents dans l'acquisition d'armements ont affaibli militairement les pays du Sahel, les exposant aux menaces asymétriques, imprévisibles et ne respectant aucun principe légal. Ce pauvre investissement dans le secteur de la défense s'accompagne d'un entraînement insuffisant et parfois inadapté des troupes censées défendre ces pays. Les incursions des groupes terroristes au début des années deux mil ont fait ressortir ces faiblesses et ont fait prendre conscience au Niger du danger de cette nouvelle menace l'obligeant à reconsidérer sa politique de défense. Cet investissement a connu une augmentation dans les années deux mil sept avec la deuxième rébellion touarègue au nord avant de devenir encore plus conséquent au début de la crise libyenne. Cette étude s'articule autour d'Al-Qaïda au Maghreb islamique, une menace de plus pour le Niger, de ses conséquences immédiates et futures (Première Partie) et des nouvelles stratégies de défense (Deuxième Partie).

PREMIERE PARTIE : AL-QAÏDA AU MAGHREB ISLAMIQUE : UNE MENACE DE PLUS POUR LE NIGER

CHAPITRE I : LES DEFIS SECURITAIRES AU NIGER

Pour aborder la présence d'AQMI au Niger et de ses conséquences pour le pays, une rétrospective de la situation sécuritaire avant l'arrivée de cette nouvelle menace est nécessaire. Les conditions de vie parfois difficiles et l'immensité du désert imposent à l'état du Niger de déployer d'énormes moyens pour pouvoir afficher et consolider ses attributs par une présence militaire et celle des autres représentations administratives dans certaines régions du pays. « *Les instituteurs, les représentants des services sociaux ou les agents des eaux et forêts sont peut-être peu nombreux, mais ils sont présents, et aucun commerçant, migrant ou simple voyageur ne dira que les douaniers, les policiers, les gendarmes et autres militaires n'y sont pas visibles et très actifs, quitte à ce que leurs activités soient peu en adéquation avec leurs missions officielle* ». ¹⁵ AQMI qui est un groupe terroriste né en Algérie et qui jusqu'à une période récente ne s'attaquait pas aux intérêts des états sahéliens s'est rapidement métamorphosé en trouvant en la bande sahélo-saharienne un terrain propice à son

¹⁴ Secrétariat exécutif de la CEDEAO, Protocole relatif au mécanisme de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité, Abuja, décembre 1999.

¹⁵ JULIEN (Brachet): Sahel et Sahara : ni incontrôlables, ni incontrôlés, <http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/dossiersduceri/sahel-et-sahara-ni-incontrolables-ni-incontroles>

épanouissement. L'emprise de cette organisation sur le sahel s'est accentuée avec la crise libyenne ayant conduit à la crise Malienne. Ces nouvelles intentions manifestées par les terroristes d'AQMI de s'offrir un territoire propre à eux ont suscité des inquiétudes des pays voisins du Mali qui craignent un embrasement de la région avec les risques d'aggravation des trafics en tout genre.

SECTION I: LES MENACES INTERNES

En dehors de la menace terroriste objet de la présente étude, il existait historiquement d'autres sources potentielles d'insécurité au Niger qui peuvent être classées en trois catégories. La première catégorie qui concerne une bonne partie du pays serait liée aux rivalités entre éleveurs et agriculteurs autour des problèmes des couloirs d'accès aux ponts d'eau, au contrôle de certaines routes caravanières, aux ressources naturelles, à la démographie et à la situation de précarités dans certaines régions du pays sur laquelle AQMI peut jouer pour le recrutement de ses adeptes. La deuxième catégorie est le problème des rebellions que le pays a connu dont deux au Nord par les Touarègues¹⁶ et une à l'Est par les Toubous¹⁷. Problème identitaire d'après la colonisation, le problème touarègue a refait surface au Niger par deux fois à travers des rebellions armées. Ce problème a toutefois été traité par le gouvernement Nigérien en intégrant plus de cadres de cette ethnie dans l'administration et en allouant un pourcentage des dividendes des ressources minières à la région d'où sont extraites certaines ressources minières du pays. Ainsi, pour le professeur Mamoudou GAZIBO, *« la question touarègue au Niger, qui est en toile de fond de toute cette instabilité, est résolue sinon du moins largement apaisée grâce à la mise en œuvre d'une politique dont la portée est reconnue même par les leaders des anciennes rébellions tels que Rissa Ag BOULA ou Mohamed ANACKO. En premier lieu, la politique de réinsertion des anciens combattants à tous les niveaux de l'État (forces de sécurité, administration, corps paramilitaires) a donné naissance à une vraie bourgeoisie touarègue qui n'est guère incitée à faire la guerre puisqu'elle constate qu'elle peut mieux se réaliser dans un contexte de paix. En second lieu, la décentralisation, un des points de l'accord de paix de 1995, est effective : les villes et villages du nord ont été érigés comme dans le reste du pays en collectivités territoriales dirigées par des conseils locaux disposant d'une large autonomie de gestion ; plusieurs anciens leaders rebelles sont aujourd'hui maires ou conseillers dans leur terroir. En troisième lieu, en plus d'être prévu par la loi, le principe de la rétrocession d'une partie des recettes minières (15%)*

¹⁶ Une ethnie du Nord du Niger

¹⁷ Une ethnie de l'Est du Niger

aux collectivités d'où elles sont extraites (notamment le nord avec l'uranium, l'ouest avec l'or et l'Est avec le pétrole) a été consacré dans la Constitution de novembre 2010 et effectivement appliqué»¹⁸. Pour Patrice GOURDIN, « *les Touaregs s'étaient trouvés longtemps exclus des armées "nationales" du Niger et que malgré leurs incorporations en petits nombres dans l'administration, des sentiments mitigés existent parmi les militaires des autres régions contre qui ils se sont affrontés pendant les années de rebellions, ce qui ne facilite pas leur intégration pour faire partie de la nation. Aussi, un autre obstacle à l'osmose nationale serait dû à la promesse non tenue par la France après la colonisation* ». Il en résulta ainsi d'après lui un « *sentiment d'abandon qui explique peut-être pourquoi les Touaregs semblent éprouver aussi peu de scrupules à s'en prendre à des ressortissants ou à des intérêts français, ou à laisser faire. Or, le programme d'AQMI dénonce et cible explicitement la France. Une convergence ou une passivité complice s'avèrent donc possibles en dehors de toute proximité idéologique* ».¹⁹ La troisième catégorie est liée à tous les autres trafics illégaux. En effet, la partie Nord, peu habitée offre une zone favorable au trafic des produits de consommation courante en provenance de l'Algérie ou de la Libye, mais aussi de véhicules favorisant le développement des réseaux de contrebande de cigarettes, d'armes, de drogue, d'émigrants clandestins. Ces réseaux contribuent d'une façon ou une autre au financement du terrorisme et principalement d'AQMI qui cherche à les piloter pour en tirer des dividendes. L'intégration sous régionale, les traités de défense entre pays voisins ainsi que des juridictions internationales de règlement pacifique de litiges éloignent les conflits entre état dont la principale raison reste la question des frontières. C'est la voie privilégiée par exemple dans la recherche de solutions pour les différends frontaliers entre le Niger et le Burkina et entre le Niger et le Bénin.

SECTION II: CONSEQUENCES DES CRISES MALIENNE ET LIBYENNE

Les autorités Nigériennes étaient opposées à une intervention de l'OTAN en Libye visant à mettre fin au régime de Kadhafi connaissant les risques que pouvaient engendrer son départ non négocié sur l'équilibre régional dont il était d'une façon ou d'une autre le garant. La

¹⁸ GAZIKO (Mamoudou), article Science Po « Le Niger dans la crise malienne » <http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/dossiersduceri/le-niger-dans-la-crise-malienne>

¹⁹ PATRICE (Gourdin) Al Qaida au Sahara et au Sahel, Contribution à la compréhension d'une menace complexe, le 11 mars 2012. <http://www.diploweb.com/Al-Qaida-au-Sahara-et-au-Sahel.html>;

Libye était la destination privilégiée de milliers de nigériens dont des touarègues qui ont pour la plus part été actifs dans les différentes rébellions qu'a connu le pays. Le changement du régime en Libye a entraîné un retour précipité de Nigériens estimés à 260 000²⁰, parmi eux d'anciens rebelles ramenant avec eux des armes et des munitions, situation face à laquelle le Niger a dû prendre des dispositions en vue de leur désarmement à la frontière. Le président Nigérien Mahamadou ISSOUFOU déclarait devant l'assemblée des Nations Unies « *La crise libyenne a eu pour conséquences la prolifération d'armes au Sahel, l'émigration, la circulation de combattants qui, n'ayant plus d'employeurs, vont s'auto-employer dans le banditisme* »²¹. La Libye qui disposait d'un important stock d'armes et de munitions au moment de la crise s'est transformée en une armurerie à ciel ouvert comme le souligne un rapport d'information N° 4431 de la treizième législature française, rédigé en 2012 par les députés Henri PLAGNOL et François LONCLE de la commission des affaires étrangères sur la situation sécuritaire dans les pays de la zone sahélienne, « *Les armements disséminés ont profité, de façon opportuniste ou dirigée (C'est-à-dire après commande), à certains trafiquants locaux pour être propagés, ensuite, en dehors de la Libye. Au fur et à mesure du déroulement du conflit et du pillage des dépôts, les services de renseignement présents sur place ont pu constater une augmentation du nombre de pick-up et de camions chargés d'armement partant de Libye à destination des pays voisins et au-delà* ». En plus de ces dépôts, d'autres armements ont été acheminés en Libye par des pays soutenant la rébellion. Ainsi, selon Gregor MATHIAS, « *des pays comme l'Égypte et la France à travers la Qatar auraient participé à la livraison d'armes pour un montant de deux milliards de dollars* »²². Cet afflux d'armement a contribué à la dégradation de la situation et les conséquences de la crise libyenne ne se sont pas fait attendre. Très vite cet arsenal s'est répandu dans la nature dont une grande partie au Sahel. Le territoire nigérien servait de transit et de cache d'armes dans cette course à l'armement qu'effectuaient les groupes terroristes et les Touaregs maliens ayant conduit au déclenchement d'une rébellion dénommée Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA). Olivier ZAJEC « *la destruction du verrou libyen mené par Londres et Paris entraîne le pillage des dépôts d'armes abandonnés par Tripoli, générant un*

²⁰ JACQUES (Hogard), Intervention Bruxelles du 16/02/2012, <http://www.epee.fr/wp-content/uploads/2012/06/F%C3%A9vrier-2012-R%C3%A9percussions-s%C3%A9curitaires-de-la-guerre-en-Libye-sur-la-zone-Maghreb-Sahel-Conf%C3%A9rence-Jacques-Hogard.pdf>;

²¹ Discours de son excellence monsieur Mahamadou ISSOUFOU président de la république du Niger, chef de l'état devant la soixante-sixième session de l'assemblée de l'ONU New York, le 23 septembre 2011 ;

²² GREGOR (Mathias), Guerre française contre le terrorisme islamiste, p. 26 ;

flux de captation-revente de matériel lourd et moderne, qui alimente immédiatement indépendantistes comme djihadistes du Sahel »²³. Cette situation ne pouvait qu'accentuer l'insécurité au Niger car malgré quelques accrochages entre les trafiquants et l'armée nigérienne ayant permis d'intercepter certains convois, une grande partie de ces trafiquants arrivent à contourner les positions militaires. L'occupation d'une grande partie du Mali par les rebelles du MNLA a facilité la tâche à AQMI et ses démembrements à savoir le Mouvement pour l'Unité du Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et d'Ansar Eddine qui les a boutés pour prendre le contrôle de la région du Nord Mali. Désormais, le Niger se retrouve voisin d'un territoire sous contrôle terroriste avec des villes maliennes comme GAO et MENAKA à moins de deux cents kilomètres de Niamey la capitale. La conséquence directe de l'occupation du Nord Mali est l'afflux des réfugiés vers le Niger et les autres pays voisins. L'arrivée de ces populations sur le territoire nigérien comporte un double défi. L'augmentation du nombre de personnes à nourrir dans des régions ne disposant pas de suffisamment de ressources alimentaire entraîne une catastrophe alimentaire conjuguée aux autres problèmes d'hygiène et des risques de maladies. L'identification de ces réfugiés n'étant pas assurée, le risque d'infiltration des terroristes dans ces camps est possible. Leur présence dans les camps est une autre menace pour la sécurité car les terroristes infiltrés peuvent se servir de ces endroits pour le recrutement. Des éléments terroristes infiltrés pourraient renseigner sur le mouvement des forces de défense et enfin pourraient servir comme combattants de renfort en cas d'attaques sur les positions des FAN. Enfin la présence de ces camps soulève d'autre problème de moyens dédiés à leur garde car pouvant faire d'attaque. Le camp de réfugiés maliens de Tazalit, dans la région de Tassara, à 180 kilomètres de la frontière malienne, a été attaqué jeudi 6 octobre 2016 par des éléments présumés d'AQMI et s'est soldé par la mort de 22 soldats nigériens. Les enjeux autour des crises Libyenne et Malienne sont énormes et complexes car « *derrière un soutien officiel, les arrière-pensées des différentes puissances demeurent. Londres et Washington, l'Union Africaine, l'Allemagne, l'UE, l'Algérie, les voisins du mali, les indépendantistes touarègues, les émirats et royaumes wahhabites du golfe qui financent le fondamentalisme islamique en Afrique, et même la chine : tous ont leur agenda* »²⁴.

²³ OLIVIER (Zajec), Introduction à l'analyse géopolitique, édition du Rocher p. 149 ;

²⁴ OLIVIER (Zajec), Introduction à l'analyse géopolitique, édition du Rocher p. 148 ;

SECTION III: REPONSES NATIONALES FACE A LA MENACE

Face aux conséquences de ces crises Libyenne et Malienne, le Niger a dû prendre des mesures pour amortir leurs effets et éviter d'être la prochaine potentielle cible. La présence des éléments d'AQMI dans la région avant même la crise libyenne était signalée et se traduisait par des accrochages avec l'armée nigérienne. Le Niger a dès le début adopté une posture de fermeté à l'égard des groupes terroristes et des dispositions prises face au retour des anciens rebelles montraient la détermination des autorités à faire de la lutte contre l'insécurité et les trafics divers une priorité. A la réunion ministérielle tenue à Alger (Algérie) le 16 mars 2010, sept pays riverains de la région sahélo-saharienne (Algérie, Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Libye et Tchad) ont rappelé la responsabilité première qui repose sur chacun d'eux et la nécessité de s'approprier les efforts visant à résoudre les défis auxquels est confrontée la région. En plus du dispositif militaire matérialisé par les différentes zones de défense déjà en place, le déclenchement de l'opération de ratissage dénommée MALIBERO²⁵ à la frontière malienne entre dans le cadre de cette politique de fermeté et d'interdiction du territoire nigérien aux terroristes tout en consolidant la présence des forces terrestres et un meilleur maillage du territoire. L'opération MALIBERO se schématise par des patrouilles et des postes fixes de contrôle qui ont permis d'intercepter plusieurs convois terroristes, de récupérer des armes et munitions et de mettre hors d'état de nuire leurs éléments terroristes. Le Niger a toutefois enregistré des pertes humaines et matérielles au cours de cette opération ou suite aux attaques menées contre des positions des Forces de défense et de sécurité par AQMI comme celle du « 06 octobre 2016 »²⁶. Malgré les moyens limités, il s'est doté pour la première fois d'avions de chasse type SU 25 et d'avions d'observation de type DA42 MPP avec caméra infrarouge même si l'immensité du territoire ne permet pas d'assurer une présence continue sur zone. Des efforts considérables ont été faits au profit de la sécurité en imputant parfois sur le budget de certains secteurs de base. « En 2015, le Niger consacrait 10% de son budget aux dépenses militaires avec plus de 10 000 hommes sur engagés au regard de ses moyens »²⁷. Mais les actions militaires ne suffisent pas à elles seules pour lutter contre le terrorisme comme le disait Philippe HUGON, « les actions militaires peuvent endiguer le terrorisme mais ne sont pas à même de l'éradiquer et de s'attaquer à son terreau ; elles risquent à terme

²⁵ Héros légendaire et guide de l'exode des populations Zarma de l'Afrique de l'Ouest au XVI siècle ;

²⁶ <http://www.actuniger.com/societe/12134-une-vingtaine-de-militaires-nig%C3%A9riens-tu%C3%A9s-dans-une-attaque-terroriste-pr%C3%A8s-de-tazalit,-proche-de-la-fronti%C3%A8re-malienne.html> ;

²⁷ <http://www.assemblee-nationale.fr/14/cr-cafe/14-15/c1415064.asp>;

de basculer les populations ou de disséminer les groupuscules »²⁸. La contribution d'anciens chefs rebelles et des chefs traditionnels a été d'une importance capitale dans la fourniture du renseignement, de la facilitation de l'opération de désarmement des rapatriés de la Libye et de leur réinsertion.

DEUXIEME PARTIE : STRATEGIES DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME

CHAPITRE I : MUTUALISER LES EFFORTS ET/OU S'AFFIRMER

La menace devenant sous régionale, la conjugaison des efforts était nécessaire pour apporter des réponses appropriées. Pour ce faire, en plus des structures déjà existantes, bien que le plus souvent peu actives, la formation de certaines alliances tant bilatérales que multilatérales s'est avérée indispensable.

SECTION I : LA COOPERATION SOUS-REGIONALE ET SES LIMITES

« *L'intervention militaire française contre des forces djihadistes au Mali depuis le 11 janvier 2013 a relancé de plus belle le débat sur les capacités réelles des forces africaines à se projeter sur les théâtres d'opérations* »²⁹ disait Jean-Jacques Konadjé, Consultant en géopolitique et relations internationales, Enseignant à l'Université de Rouen. L'Afrique de l'Ouest disposait pourtant depuis 2004 d'un embryon d'une Force en Attente d'environ 3300 hommes dans la perspective de se projeter sur n'importe quel foyer de tension de la sous-région. En raison d'un manque de moyens surtout financiers mais aussi d'équipements et d'entraînement, la réaction de la Communauté Économique de l'Afrique de l'Ouest (CDEAO) face à la menace terroriste sur le Mali s'était limitée à des réunions improductives ayant conduit à l'intervention Française dans ce pays. La participation des pays africains dans la libération du Mali s'était traduite par l'envoi de contingents aux cotés de l'Armée Française. Le Niger a participé à cette opération par l'envoi de 550 hommes. Face à l'inaction de la CEDEAO, le Niger s'est tourné vers des coopérations avec des pays partenaires et des pays avec lesquels il partage les mêmes menaces. Le Comité d'état-major opérationnel conjoint (CEMOC), une structure créée le 21 avril 2010, basé à Tamanrasset, dans le Sahara algérien auquel s'y sont associés le Mali, le Niger et la Mauritanie avec pour missions de mener des opérations de localisation et de destruction des groupes terroristes n'avait pas aussi apporté les

²⁸ PHILIPPE (Hugon), *Afrique, entre puissances et vulnérabilités*, édition Armand Colin, p. 124-125 ;

²⁹ <http://www.operationspaix.net/83-dossier-du-rop-quel-role-la-force-en-attente-de-la-cedeao-peut-elle-jouer-au-mali-.html>;

solutions escomptées face à la crise malienne. Pour le moment, il ressemble à une coquille vide avec quelques officiers des quatre pays animant un état-major. Le G5 Sahel qui regroupe le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad a été créé en février 2014 à Nouakchott. Cette organisation a pour objectif de mutualiser les efforts de développement et assurer la sécurité collective dans les États les plus exposés à la menace terroriste, avec l'appui de la France. Elle travaille en collaboration avec la mission Barkhane et des réunions régulières se tiennent pour faire le point sur les Opérations Militaires Conjointes Transfrontalières (OMCT) entre les États membres. La coopération avec l'Algérie le grand voisin du Nord est très indispensable pour le Niger dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Son soutien dans le renforcement du dispositif sécuritaire nigérien, des capacités des Forces Armées Nigériennes (FAN) ainsi que son expertise sont d'un grand apport pour le Niger face aux groupes terroristes d'AQMI. La coopération avec l'Algérie est «très fructueuse», et les deux pays « se concertent généralement autour de tous les problèmes qui touchent à la sécurité dans la sous-région, notamment au sein du Comité d'état-major opérationnel conjoint, mais aussi dans le cadre de la coopération bilatérale» déclarait à Alger le ministre nigérien de la défense KARIJO Mahamadou après entretien avec le chef d'état-major de l'ANP. Le conseil de sécurité de l'ONU réuni le 26 janvier 2012 pour débattre des conséquences de la crise Libyenne a fait ressortir clairement les limites des coopérations sous régionales, incapables de faire la politique de leurs moyens en raison principalement d'un manque de financement. « *La communauté internationale devrait appuyer les efforts entrepris aux niveaux national et régional pour combattre les fléaux amplifiés par la crise libyenne. Il a jugé indispensable d'adopter une approche holistique pour faire face à ces problèmes en raison du lien qui existe entre le développement et la sécurité, particulièrement dans une région où les ressources financières sont insuffisantes malgré les efforts des partenaires au développement* »³⁰. Les réponses autres que celles trouvées par les états directement impliqués comme le Niger, pas suffisamment préparé et mal équipé sont à rechercher désormais auprès des alliances bilatérales avec les puissances occidentales dont la France et l'Allemagne ainsi que les États-Unis avec lesquelles le Niger a établi des coopérations ayant conduit à l'installation des bases dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. « *Encore une fois, ces armées africaines sont rattrapées par leur dépendance face à l'Occident, car l'on se rend compte qu'aucune d'entre elles n'est en mesure de défendre durablement un territoire sans*

³⁰ <http://www.un.org/press/fr/2012/CS10533.doc.htm>;

ressources extérieures »³¹ disait Jean-Jacques Konadjé. A l'heure actuelle, les coopérations avec la France et les États-Unis sont les plus actives ayant permis d'aboutir à de bons résultats en interceptant et neutralisant des convois terroristes lors de l'opération baptisée « *vignemale* » qui est un ratissage du nord du Niger et du Mali. En outre, ces pays participent à la fourniture du renseignement, à l'entraînement et à l'équipement des Forces Armées Nigérienne (FAN) dans leur lutte contre le terrorisme.

SECTION II: LES FORCES ETRANGERES CONTRE LE TERRORISME

Devant l'incapacité des troupes africaines à faire face à la descente des terroristes vers Bamako, l'armée française était obligée d'intervenir pour y mettre un coup d'arrêt à leur progression. Le Niger était l'un des principaux points de passage des troupes françaises et tchadiennes vers le Mali dans le cadre de cette opération à laquelle il a participé en y greffant un bataillon de 550 hommes. Cette opération a permis le déploiement d'importants moyens roulants et aériens au Niger principalement de la part des Français, des américains et certains pays participant à la manœuvre. Aujourd'hui, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, le Niger abrite des bases françaises, américaines et très prochainement une base allemande. La coopération avec la France dans le domaine militaire remonte à avril 1961, quand la France avait signé un accord quadripartite de défense avec le Niger, la Côte d'Ivoire et le Bénin. Cet accord reconnaissait à « *la France, la libre disposition des installations militaires nécessaires aux besoins de la défense* » en son article 4 et prévoyait que « *l'importance des troupes déployées dans les trois pays sera déterminée par un conseil régional de défense* » en son article 5. Aussi, l'accord faisait mention des « *matières premières et produits classés stratégiques* » dont ils réservent la « *priorité de la vente à la France* ». « *Ces accords de défense ont été révisés le 19 février 1977* »³². Aujourd'hui, cette coopération se traduit par le renforcement des capacités structurelles et opérationnelles des FAN. Le Niger est devenu le point central de l'opération Barkhane et abrite des bases françaises à Niamey où sont repositionnés les moyens aériens, à Aguelal pour la protection des sites miniers d'uranium et Madama à la frontière Libyenne pour un suivi des mouvements terroristes. D'autres militaires français sont aussi présents comme officiers de liaison, conseillers ou instructeurs au sein de certaines structures des FAN.

³¹ <http://www.operationspaix.net/83-dossier-du-rop-quel-role-la-force-en-attente-de-la-cedeao-peut-elle-jouer-au-mali-.html>;

³² http://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2016/NA_2016-11-07_FR_G_BERGHEZAN.pdf

Pour Washington, « *le Niger reste un partenaire solide et fiable contre le terrorisme* » et les États-Unis « *sont déterminés à l'aider à protéger ses frontières* »³³, précise un communiqué de l'ambassade américaine que cite l'agence Xinhua. La coopération entre le Niger et les États-Unis date pourtant de la période des indépendances au cours de laquelle le personnel militaire tout grade confondu bénéficiait de formations aux USA. Cette coopération a été interrompue un moment avant de reprendre de plus bel vers les années 2002. Les États-Unis accompagnent le Niger dans le domaine de la formation des unités antiterroristes et par la fourniture de matériel dont des avions, des véhicules, et d'autres équipements. La crise malienne marque le tournant de la coopération entre le Niger et les États-Unis avec le pré positionnement en 2012 de drones à Niamey pour surveiller les vastes étendus du sahel. Le grand projet américain au Niger reste la construction d'une base à Agades avec un « *budget prévu de 100 millions USD, ce qui en ferait le plus grand effort de construction militaire des Etats-Unis en Afrique* »³⁴. Selon Adam MOORE, expert de l'université californienne UCLA et spécialiste de l'Afrique cité par The Intercept, « *il y a une tendance (américaine) vers un plus grand engagement et une présence plus permanente en Afrique de l'Ouest - Maghreb et Sahel* ». *L'investissement à Agadez "suggère que le Niger est en train de devenir, après Djibouti, le deuxième pays africain le plus important pour les opérations anti-terroristes américaines* »³⁵. En plus de Niamey et de la prochaine base d'Agades, les militaires américains sont aussi présents dans certaines unités comme officiers de liaison et instructeurs.

Le dernier pays à manifester son désir pour la création d'une base au Niger est l'Allemagne qui compte créer un point de soutien pour son contingent au Mali dans le cadre de la MINUSMA. « *Avec l'établissement d'une base militaire allemande pour le transport aérien à Niamey, en appui à la mission de la Minusma au Mali auquel le Niger a militairement participé de manière significative dès le début, un nouveau chapitre de notre coopération est ouvert avec le Niger* »³⁶ a déclaré l'ambassadeur Bernd von Münchow-Pohl. L'Allemagne, a-t-il dit, « *est prête à s'engager davantage dans la région du Sahel et à assumer encore plus de responsabilité. Le Niger est à cet effet pour nous un partenaire*

³³ <https://www.africaposts.com/2016/11/04/niger-visite-du-patron-militaire-americain-pour-lafrique-sur-le-site-dune-future-base-a-agadez/>;

³⁴ <http://nigerdiaspora.net/les-infos-du-pays/politique-niger/politique-niger/item/75785-note-d-analyse-militaires-occidentaux-au-niger-pre-sence-conteste-e-utilite-a-de-montrer>;

³⁵ <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2016/09/29/97001-20160929FILWWW00392-washington-construit-une-base-au-niger.php>;

³⁶ <http://www.jeuneafrique.com/362997/politique/niger-lallemagne-va-construire-base-militaire-appui-a-minusma-mali/>;

central et un pays-clé dans la lutte contre le terrorisme et la migration illégale, en provenance d'Afrique de l'Ouest ». La chancelière allemande Angela Merkel a effectué une visite officielle au Niger le 10 octobre 2016 où la question a été évoquée.

L'installation de ces différentes bases suscite des inquiétudes chez certains acteurs étrangers, de la société civile nigérienne et des différentes couches sociales qui se demandent quelles sont les motivations réelles de leur création. En effet, des voix s'élèvent dénonçant le retour de certaines puissances étrangères en Afrique particulièrement la France et les États-Unis en le considérant comme une recolonisation du continent pour un meilleur contrôle des ressources naturelles. Pour beaucoup d'observateurs, le retour de ces puissances en Afrique n'est pas dû uniquement à la lutte contre le terrorisme. Les ambitions de plus en plus grandes de la Chine et des autres puissances émergentes se traduisant par des investissements en Afrique expliqueraient l'inquiétude de certains pays qui auparavant étaient seuls maîtres à bord pour les questions africaines. Antonin TISSERON estime que « *Français comme Américains mentiraient sur les raisons de leur présence, allant même jusqu'à entretenir une violence servant leurs intérêts idéologiques, géostratégiques et géoéconomiques suivant une topique de la domination* »³⁷. Cette même critique a été reprise par Georges BERGHEZAN, un autre chercheur du GRIP dans son article intitulé, « *Note d'analyse : Militaires occidentaux au Niger, présence contestée, utilité à démontrer* » paru dans le site de *nigerdiaspora.net* du 07 novembre 2016, dans lequel il fait état d'un sondage qui n'est pas favorable à cette présence de militaires français et américains. Au sein de la société civile, les avis sont partagés sur cette présence étrangère. D'un côté il y a ceux qui la considèrent indispensable comme Moussa AKSAR, Directeur de publication du journal Nigérien, l'évènement : « *J'entends par-ci, par-là, les gens désapprouver cette présence étrangère même si, il est prouvé que le Niger est un verrou essentiel dans la lutte contre le terrorisme..... Les puissances étrangères ont compris le rôle du Niger. Et c'est pour cela aussi que ces puissances viennent nous aider* »³⁸. De l'autre côté, il y a ceux qui sont révoltés contre elle comme Nassirou SEYDOU, acteur de la société civile nigérienne, voix des sans voix « *les gens ne peuvent pas continuer à croire que notre sécurité peut être assurée par les occidentaux ou par d'autres pays à travers des bases militaires* »³⁹ ou Mamane Sani

³⁷ ANTONIN (Tisseron), Note d'analyse N°38 de 14 juillet 2016 du GRIP, Quand la France ne fait plus rêver, L'exemple du Niger ;

³⁸ <http://www.studiokalangou.org/index.php/breves/8177-debat-au-sein-de-la-societe-civile-sur-l-appui-militaire-etranger>;

³⁹ Ibid;

ADAMOU, expert nigérien en questions sécuritaires « *Avant, c'était la France qui agissait seule dans ces anciennes colonies, aujourd'hui c'est de concert avec l'UE. ...Au-delà de la coopération bilatérale allemande, le véritable problème qui est posé par la lutte contre le terrorisme, c'est que c'est un euphémisme pour désigner une politique de recolonisation du continent africain, comme réponse à la crise dans laquelle se trouve les pays européens* »⁴⁰.

Les avis restent partagés sur la question de cette présence étrangère au Niger et continuera sans doute à animer les débats. Il est certainement sur que la menace terroriste est bien réelle tout comme la présence de ces militaires étrangers qui ne peut pas passer inaperçue. Le passé colonial entre le Niger et la France fait naître de façon naturelle une opposition à cette présence de la part des nigériens comme en témoignent les avis de certains acteurs de la société civile. Aussi, un retour de jeunes officiers d'un pays colonisateur dans une ancienne colonie peut susciter parfois une nostalgie en essayant de se mettre dans la peau de ses anciens comme le retrace Frédéric JORDAN dans son livre « *l'Armée Française au Tchad et au Niger. A Madama sur les traces le LECLERC* ». ⁴¹ La principale question qui se dégage est de réfléchir sur comment au-delà de tous les débats autour du terrorisme et des enjeux géostratégiques, le Niger peut défendre ses intérêts et reprendre au plus tôt le contrôle complet de la situation sécuritaire de son territoire ? L'un des principaux problèmes qui risquent de se poser dans cette cohabitation est celui du partage d'information entre les partenaires et entre eux et le Niger car les enjeux peuvent être divergents. Il y a aussi le problème des règles d'engagement et de coordination surtout que d'une façon ou d'une autre, chaque pays dispose de sa propre chaîne de commandement et ses manières de conduire les opérations.

SECTION III: ACTIONS INTEGREES POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE

Le traité révisé de la commission de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) de 1999 en son article 58 sur la sécurité régionale encourage les états membres à privilégier la voix pacifique pour le règlementa de leurs conflits. En effet, l'avènement de la démocratie en Afrique dans les années 1990 marqué par le passage à des régimes civils a obligé les militaires à regagner les casernes entraînant leur affaiblissement progressif tant en équipement qu'en entraînement conformément aux valeurs de paix prônées par la démocratie. Or, les voies vers lesquelles le traité de la CEDEAO dirige les états

⁴⁰ Ibid;

⁴¹ FREDERIC (Jordan), *l'Armée française au Tchad et au Niger. A Madama sur les traces le LECLERC*, éditions Nuvis 155 p ;

s'adresse à des armées régulières. L'arrivée des groupes terroristes au Sahel fait ressortir les faiblesses des états de cette régions sur le plan militaire car n'arrivant pas à contenir la menace qui pourtant ne devrait pas être si grave pour une armée régulière préparée face à laquelle les terroristes adopteront plus la stratégie de guérilla en évitant le choc et ne chercheront probablement pas à s'offrir un territoire comme ce fut le cas au Mali. Pour les États du Sahel, les risques de conflits entre États est pratiquement faible alors que les menaces irrégulières, imprévisibles peuvent surgir à tout moment et leurs conséquences font évaporer tous les espoirs de développement, ce qui implique qu'il ne peut pas y avoir de développement sans sécurité. Pour le Niger, la crise malienne est un signal fort qui pourrait marquer la rupture d'état faible militairement et exposé aux risques d'instabilité néfaste à tout projet de développement. En effet, la sécurité est un pilier par lequel repose tout projet de développement. Le président de la république du Niger lors de son discours d'investiture pour son deuxième mandat en 2016 déclarait « *Le terrorisme, c'est le mal absolu, mais ce mal doit être l'occasion pour les pays de notre sous-région et du continent de construire des États démocratiques forts et stables, dotés d'armées performantes* »⁴². La stabilité des états du Sahel passe par trois axes indispensables à savoir la sécurité, le développement économique et social et un cadre juridique adapté. « *La bataille contre le terrorisme se gagne par le renseignement, les fonctions régaliennes de l'état et le développement économique* »⁴³ disait Philippe HUGON. L'objectif final visé à travers le renforcement de ces trois axes est comme on peut le constater d'assurer une croissance économique en vue de créer un meilleur cadre de vie et apaiser les éventuelles tensions sociales. Le cas du mali sonne aussi comme un rappel et une mise en garde que l'espoir de développement peut s'envoler si des conditions préalables à sa pérennisation ne sont pas assurées. Une coopération avec le service de sécurité intérieure est indispensable pour faciliter la traque des terroristes par un accroissement de capteur. Sans forces de défense et de sécurité adaptées et prêtes à faire face à toute sorte de menace, aspirer à un développement relève presque de l'utopie. Le programme de développement économique et social doit s'accompagner d'une armée capable de défendre les attributs de l'état, d'assurer la paix et la sécurité des citoyens et d'entretenir des conditions permettant d'attirer les investisseurs car les sociétés étrangères attachent du prix à la sécurité de leurs employés surtout expatriés qui sont devenus des cibles privilégiées des enlèvements. Aussi, investir dans un pays dont l'intégrité territoriale est assurée par l'armée nationale

⁴² <http://www.presidence.ne/categories-des-articles/politique;>

⁴³ PHILIPPE (Hugon), « Afrique, entre puissances et vulnérabilités », édition Armand Colin, p. 191 ;

pourrait être mieux vu comme un signe de stabilité que si elle l'est par du personnel étranger. Pour le Niger qui dispose de ressources naturelles avec plusieurs partenaires ayant obtenu des permis d'exploitation, la présence des groupes terroristes et des trafiquants, impose d'avoir une armée plus forte au vu de l'évolution des menaces. Les Forces Armées Nigériennes cumulent un capital d'expérience en matière de lutte contre le terrorisme depuis le temps du GSPC dans les années deux mille avec le programme américain de *Pan Sahel Initiative*, mais aussi pour avoir fait face à deux rebellions au Nord et une à l'Est avec des moyens très limités et dernièrement la lutte contre Boko Haram dans la partie Est du pays. Aujourd'hui l'appui des partenaires dans le cadre de la lutte contre le terrorisme peut être considéré comme une opportunité à saisir pour se lancer et repenser un modèle d'armée capable de répondre à tout type de menace. L'étendue du territoire est une contrainte à laquelle il faut penser pour déterminer le modèle d'armée adapté aux menaces présentes et futures. La réflexion ne se limitera pas dès lors sur l'équipement approprié bien qu'occupant une place importante, mais aussi et surtout sur l'entraînement adéquat à donner aux troupes par rapport à la menace et à la structure des forces, le tout encadré par les textes. Enfin le cadre juridique se doit d'être perfectionné et appliqué pour dissuader toute tentative de radicalisation et punir les terroristes et leurs complices à tous les niveaux.

CONCLUSION

Les attentats du 11 septembre 2001 ont marqué le début d'une large propagation du terrorisme dans le monde. La région sahélienne malgré son passé ponctué d'instabilités n'a pas connu une pareille dégradation de sa situation sécuritaire marquée par les actions du groupe AQMI. Enfanté par l'Algérie, il s'est trouvé un point d'ancrage dans un sahel dont le Niger fait partie, lui offrant désormais un cadre idéal à la prolifération de plusieurs « forces du mal ». Al-Qaïda au Maghreb Islamique a trouvé aussi en cette région sahélo-saharienne un terrain de prédilection d'où il espère conduire ses opérations vers les autres régions africaines et même au delà. Le Niger qui venait de sortir d'une récente rébellion touarègue (2007-2009), n'avait pas d'autres choix que de se débattre pour atténuer les effets de ce fléau qui éloigne d'avantage tout espoir de développement. Il s'était avéré indispensable pour le Niger de prendre des dispositions pour éviter une dégradation de sa situation sécuritaire car pris en tenaille d'un côté par les crises Libyenne et malienne et de l'autre, le retour massif d'anciens rebelles ayant combattu aux coté de Kadhafi. Pour faire face à la menace globale, le combat engagé par le Niger seul semble être une peine perdue sans une solide implication et synergie

régionale voire internationale. Les différents pays de la région, malgré des accords et structures mis en place, n'arrivent pas cependant à venir à bout du problème, ce qui a conduit à l'intervention Française au Mali. Cette situation ouvre la voie à certaines puissances étrangères qui sous le couvert de cette lutte anti-terroriste s'installent au Niger. Cette implantation soulève d'autres débats car vue d'un mauvais œil par certains experts nationaux et internationaux qui la considèrent comme une recolonisation du Niger pour un meilleur contrôle des ressources par ces puissances étrangères alors que la Constitution de 2010 fait obligation à l'État d'affirmer sa souveraineté sur les ressources nationales et que la sécurité du pays doit relever du ressort exclusif des forces nationales. Face à tous ces défis, le Niger n'aura pas d'autres choix au cas où il décide de faire prévaloir sa souveraineté plutôt que d'une assistance étrangère continue que de reformer son système de sécurité pour l'adapter à la menace actuelle et même. Aussi, d'autres mesures passives accompagneront ces réformes dont entre autres, la coordination avec les autres structures de sécurité, un développement économique, la sensibilisation des couches vulnérables, l'accroissement d'une surveillance de l'état sur le mode de prédication par des cellules spécialisées, la mise en place d'une législation rigoureuse contre les acteurs coauteurs et complices du terrorisme et un renforcement de la sécurité aux frontières.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

II- OUVRAGES SPECIALISES

PHILIPPE (Hugon), « Afrique, entre puissances et vulnérabilités », édition Armand Colin, p. 124-125 et 191 ;

FILIU (Jean Pierre), « La véritable histoire d'Al-Qaïda », Paris, Pluriel, 2011, p. 2 ;

OLIVIER (Zajec), « Introduction à l'analyse géostratégique », 3^e édition, augmentée et mise à jour, *éditions du ROCHER*, septembre 2016, pp148-151 ;

HERVE (Couteau-Bégarie), « Bréviaire Stratégie », édition du Rocher, p.134, p.59 ;

GREGOR (Mathias), « La guerre française contre le terrorisme islamique, de l'opération Serval aux attentats de Paris et Bruxelles », 2^e édition revue et augmentée, Bernard Giovanangeli Editeur, 2015, p.222, p.23-27 ;

FREDERIC (Jordan), « l'Armée française au Tchad et au Niger. A Madama sur les traces le LECLERC », éditions Nuvis p.155 ;

III- ARTICLES PARUS DANS LES OUVRAGES ET REVUES

GAZIKO (Mamoudou), article Science Po « Le Niger dans la crise malienne » <http://www.sciencespo.fr/ceci/fr/content/dossiersduceci/le-niger-dans-la-crise-malienne>;

TAJE (Mehdi), « L'instabilité du Sahel menace la Sécurité du Maghreb », article Leaders, 12.08.2012, <http://www.leaders.com.tn/article/9066-mehdi-taje-l-instabilite-du-sahel-menace-la-securite-du-maghreb>;

ALAIN (Barluet), « Madama, dernière base française avant les camps djihadistes du désert libyen », le Figaro, mis à jour le 02/01/2015 à 17:45 et Publié le 02/01/2015 à 17:37 ;

RODRIGUE (Nana Ngassam) « Les défis du terrorisme au sahel : AQMI, une menace stratégique ? » Mémoire présenté et soutenu publiquement en vue de l'obtention du Master II en Science Politique Option : *Etudes Internationales*, Master I de Science Politique (option Etudes Internationales), Master I de Droit Public (option Droit Public Interne), Yaoundé;

PATRICE (Gourdin), Al Qaida au Sahara et au Sahel. Contribution à la compréhension d'une menace complexe, le 11 mars 2012 (*Manuscrit clos le 25 février 2012*) Copyright Mars 2012-Gourdin/Diploweb.com ;

Groupe Banque Africaine de Développement, « Perspectives économique du Niger ». <http://www.afdb.org/fr/countries/west-africa/niger/niger-economic-outlook/>;

Agence Française de Développement, « Présentation générale du Niger »: <http://www.afd.fr/home/pays/afrique/geo-af/portail-niger/presentation-generale-du-niger>;

Secrétariat exécutif de la CEDEAO, Protocole relatif au mécanisme de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité, Abuja, décembre 1999 :

JULIEN (Brachet): Sahel et Sahara : ni incontrôlables, ni incontrôlés, <http://www.sciencespo.fr/cei/fr/content/dossiersducei/sahel-et-sahara-ni-incontrolables-ni-incontroles>;

PATRICE (Gourdin), « Al Qaida au Sahara et au Sahel, Contribution à la compréhension d'une menace complexe », le 11 mars 2012. <http://www.diploweb.com/Al-Qaida-au-Sahara-et-au-Sahel.html>;

JACQUES (Hogard), Intervention Bruxelles du 16/02/2012, <http://www.epee.fr/wp-content/uploads/2012/06/F%C3%A9vrier-2012-R%C3%A9percussions-s%C3%A9curitaires-de-la-guerre-en-Libye-sur-la-zone-Maghreb-Sahel-Conf%C3%A9rence-Jacques-Hogard.pdf>;

Discours de son excellence monsieur Mahamadou Issoufou président de la république du Niger, chef de l'état devant la soixante-sixième session de l'assemblée de l'ONU New York, le 23 septembre 2011 ;

ANTONIN (Tisseron), « Quand la France ne fait plus rêver, L'exemple du Niger », Note d'analyse N°38 de 14 juillet 2016 du GRIP ;

GEORGES (Berghezan), « Militaires occidentaux au Niger : Présence contestée, utilité à démontrer », Note d'analyse, article nigerdiaspora.net du 07 novembre 2016, 14 :43.